

Commentaire romand - <i>Loi sur le droit international privé</i> , Convention de Lugano 2 ^e éd. 2025	Mise à jour Andreas Bucher 6.8.2026
--	--

Chapitre 6 Successions

Législation

Les modifications du Chapitre 6 sont entrées en vigueur le 1.1.2025 (RO 2024 330). Pour la version consolidée, voir les pages à la fin du présent fichier.

Art. 86-96

8

2^e ligne, insérer après le renvoi aux n° 11-10 : Dietrich, p. 14-32

12

2^e ligne, ajouter aux arrêts cités : ATF 20.3.2026, 5A_659/2025, c. 5.2, 7.1

13

6^e ligne, ajouter aux ATF cités : ATF cité du 20.3.2026, c. 7.2

12^e ligne, ajouter à la mention de l'art. 92 : ATF cité du 20.3.2026, c. 7.2 et 7.3

21

In fine, ajouter : Le Règlement s'applique également au « legs légal » du droit autrichien, qui est étroitement lié à la succession et s'applique indépendamment de toute disposition testamentaire et en sus de la réserve héréditaire, à certains proches du défunt pour le soutien qu'ils lui ont apporté au cours d'une certaine période ayant précédé le décès (CJUE 26.3.2026, C-618/24, Isergartler, n° 30-50).

25

8^e ligne, insérer en fin de ligne : les biens visés sont ceux situés dans l'Etat concerné au moment du décès (CJUE 7.11.2024, C-291/23, Hantoch, n° 18-27).

27

23^e ligne, insérer : Cette compétence est cependant limitée : elle ne comprend pas celle de prendre des mesures allant au-delà de la simple réception d'une déclaration (CJUE 27.3.2025, C-57/24, Lawida, n° 31-41).

30

2^e ligne, insérer : L'autorité émettrice n'exerce pas de fonction juridictionnelle, étant donné qu'elle ne peut délivrer le certificat qu'en l'absence de toute contestation visant des éléments à certifier (CJUE 23.1.2025, C-187/23, Albausy, n° 28-67).

15/16^e ligne, ajouter à l'arrêt cité : Arrêt Albausy, cité ; CJUE, Ordonnance du 18.12.2025, C-240/24, N.T.

18^e ligne, ajouter à l'arrêt cité : Fornasier, IPRax 2025 p. 171-178

In fine, ajouter : Le Tribunal fédéral reconnaît un certificat européen avec ses effets comparables à ceux d'un certificat suisse (art. 559 CCS), sans observer la limitation territoriale aux Etats membres (art. 62 par. 1, 63 par. 1 ; ATF 28.3.2025, 5A_595/2024, c. 3.3.4).

38

Vers la fin, ajouter à Dutoit/Bonomi : Bonomi, SRIEL 2024 p. 474 s., et à la fin : Graham, successio 2025 p. 15 ; Weiss/Müller-Zhang, successio 2025 p. 50-52 ; Dietrich, p. 35 s., 74 s., 106, 182-186, 208

45

In fine, ajouter : L'argument que l'on pourra ainsi priver les proches de leur intérêt à jouir de la protection résultant de la loi nationale choisie au cas où celle-ci connaîtrait une réserve plus élevée que la Suisse (Bonomi, SRIEL 2024 p. 479 ; Dorjee-Good/Kaspar, successio 2025 p. 62 s.) est de faible force de persuasion. Le même effet se produit si le disposant soumet simplement toute sa succession au droit suisse ; l'exception de l'art. 91 al. 1, 3^e phase, n'est donc pas nécessairement la cause de cette prétendue discrimination. De même, les proches pourraient certes espérer profiter de leur réserve prévue dans la loi d'un autre Etat national, mais cette perspective

est vaine si le de cujus renonce à toute professio iuris et met ses proches face à sa loi du dernier domicile. L'inégalité de traitement dont on parle ne peut donc se produire que dans l'hypothèse où le de cujus choisirait la loi d'un autre Etat national, plus favorable aux proches héritiers. Or, ceux-ci ne disposent d'aucune expectative à ce qu'ils puissent profiter d'un tel choix, qui ne leur appartient pas. Au demeurant, le de cujus peut compenser l'effet négatif de la réserve suisse par une attribution à ses héritiers réservataires prélevée sur sa quotité disponible.

65

Une nouvelle envolée de l'arbitrage unilatéralement convenu ressort des « Supplemental Swiss Rules for Trust, Estate and Foundation Disputes », éditées par le Swiss Arbitration Centre en juin 2025 (cf. Jahnel/Pfisterer, ASA 2025 p. 538-554). Une incertitude relative à de possibles limitations dans l'efficacité de clauses arbitrales unilatérales est cependant notée. Dans son article 4, il est noté que l'art. 35 des Swiss Rules n'est pas applicable ; cette disposition reprend le texte de l'art. 187 qui reste cependant applicable étant donné qu'il ne fait pas partie de l'exclusion. Il est donc loin d'être certain que les règles de conflit applicables aux successions soient applicables pour des motifs d'ordre public, y compris l'art. 91 al. 1 sur la limite à l'efficacité d'une professio iuris (comme cela est soutenu par les auteurs cités, ASA 2025 p. 547, 551)

Bibliographie

LDIP- depuis la réforme de 2023 :

ANDREA BONOMI, La révision du chapitre 6 sur les successions internationales – une meilleure coordination avec l'étranger et plus d'autonomie pour le disposant, SRIEL 34 (2024) p. 467-507 ; ANDREAS BUCHER, Neues IPR zum Erbrecht : Der Weg in die Praxis, Jusletter 17.2.2025 ; URS BÜRGI/MARC PEYER, Le droit successoral international suisse révisé, L'expert fiduciaire 2025 p. 51-55 ; GIAN ANDRI CAPAUL, Zum revidierten Erbrechtskollisionsrecht, SRIEL 35 (2025) p. 329-352 ; PATRICK DIETRICH, Zuständigkeitskonflikte im internationalen Erbrecht, Zurich 2025 ; IDEM, Positive vs. negative Zuständigkeitskonflikte im internationalen Erbrecht, SRIEL 35 (2025) p. 353-373 ; Andrea DORJEE-GOOD/LIVIO KASPAR, Die Revision des schweizerischen internationalen Erbrechts : Die neuen Bestimmungen zum anwendbaren Recht im Besonderen, successio 19 (2025) p. 55-84 ; MARYLIN GIROUD, Successions internationales: les modifications du chapitre 6 LDIP et le règlement européen des successions, vers une coordination?, Not@lex 2025 p. 24-41 ; BARBARA GRAHAM-SIEGENTHALER, Die Revision des schweizerischen internationalen Erbrechts : Ein Überblick über die neuen Bestimmungen, successio 19 (2025) p. 7-32 ; TANYA HAFNER, Zuständigkeits- und Rechtswahlklauseln in Verfügungen von Todes wegen: rechtliche Grundlagen und Musterklauseln, Zurich 2025 ; STEPHANIE HRUBESCH-MILLAUER *et al.*, Ordre public im Erbrecht, AJP 34 (2025) p. 726-736 ; THOMAS M. MAYER, Einige erklärende Bemerkungen zum ominösen dritten Satz von Art. 91 Abs. 1 revIPRG, SRIEL 35 (2025) p. 321-328 ; DANIEL PFÄFFLI, Erbzeugnisse im Verhältnis Schweiz-Deutschland, Berne 2025 ; GIAN PAOLO ROMANO, Remarks on the Impact of the EU Succession Regulation on Swiss-EU-Successions, in STEFANIA BARIATTI *et al.* (éd.), EU Cross-Border Succession Law, Northampton 2022, p. 477-508 ; KINGA M. WEISS/MICHAEL MÜLLER-ZHANG, Die Revision des schweizerischen internationalen Erbrechts : Die revidierten Bestimmungen zur Zuständigkeit im Besonderen, successio 19 (2025) p. 33-54 ; IDEM, Revision of Swiss International Inheritance Law, Trust & Trustees 30 (2024) p. 429-435.

Erratum : au lieu de Hans Rainer Künzli, lire Künzle

Arbitrage successoral : FLORIAN HARDER, Das Schiedsverfahren im Erbrecht, Berlin 2007 ; WERNER JAHNEL/STEFANIE PFISTERER, Arbitration for Private-Wealth-Disputes – The New Paradigm under the Swiss Rules, ASA 43 (2025) p. 538-554

Convention de La Haye sur la forme des testaments

Conventions bilatérales :

Autres Conventions internationales :

Union européenne : ELENA JANA BEYER, Die Kollision von Europäischem Nachlasszeugnis und nationalen Nachlasszeugnissen, Tübingen 2022 ; MATTEO FORNASIER, Abstimmung zwischen Europäischem Nachlasszeugnisverfahren und mitgliedstaatlichem Registerrecht, IPRax 45 (2025) p. 171-178 ; GERALD MÄSCH, Brennpunkte der EU-Erbrechtsverordnung, SRIEL 35 (2025) p. 305-319 ; LEONIE SCHWAN-NECKE, Einwände gegen das Europäische Nachlasszeugnis: Anforderungen und Auswirkungen nach der EuGH-Entscheidung in Albausy, IPRax 46 (2026) p. 317-323 ; MARTIN WEBER/JULIANE WEBER, Die Testamentsvollstreckung, mit internationalen Bezügen, Bielefeld 2024

Droit international privé étranger et comparé : RAHAËLLE DE GOURCY, Le prélèvement compensatoire en droit français, in Journées de droit successoral 2025, Berne 2025, p. 189-210

Art. 86

2

3^e ligne, ajouter aux arrêts cités : ATF 17.12.2024, 5A_101/2024, c. 3-7

Art. 87

20 In fine, ajouter : L'impact de l'art. 96 al. 1 lit. d in fine est souvent méconnu (cf. Weiss/Müller-Zhang, successio 2025 p. 40-42 ; Graham, successio 2025 p. 11 ; Bonomi, SRIEL 2024 p. 500).	
1 4^e ligne, insérer : comme c'est le cas pour l'art. 87 al. 1, il faut se laisser guider par les circonstances du cas particulier et éviter toute rigidité, liée à des délais que la loi ne prévoit pas, par exemple (comme le soutient Dietrich, p. 115-120, 138-143). 4 4^e ligne, ajouter aux auteurs cités : Graham, successio 2025 p. 14 13^e ligne, ajouter à l'art. 62 CPC : cf. ATF 152 III 115 ss, 118-127 In fine, ajouter : Il n'existe pas, en droit successoral suisse, une notion de litispendance qui aurait le sens que l'on attribue à l'art. 88a (cf. art. 28, 62, 263, 265, 269 lit. b CCP). <i>Il en résulterait d'ailleurs la conséquence qu'il faudrait distinguer entre deux notions de litispendance, internationale et interne, rendant indispensable une définition appropriée de la matière internationale (art. 1 al. 1) dans le domaine successoral, ce que personne n'a encore voulu faire. On rappellera que selon la jurisprudence, les normes portant sur le forum hereditatis sont fondées, dans l'intérêt d'une compréhension systématique et unitaire, sur une action qui ne peut recevoir un traitement différent dans les domaines interne et international (ATF 3.12.2012, 5A_672/2012, c. 2 ; ATF 137 III 369 ss., 373).</i> 9 13^e ligne, ajouter aux arrêts cités : ATF 11.9.2025, 5A_739/2024, c. 2.1 10 In fine, ajouter : Faute d'identité des parties, l'exception de litispendance n'intervient pas lorsque les héritiers agissent à l'étranger tandis que l'exécuteur testamentaire mène en Suisse une procédure de droit civil pour laquelle il est seul habilité d'ester en justice (cf. ATF 151 II 409 ss, 411-413). 12 7^e ligne, ajouter : de même que Weiss/Müller-Zhang, successio 2025 p. 49 In fine, ajouter : L'ouverture du testament en Suisse s'impose également s'il s'agit de savoir s'il s'y trouve une clause arbitrale (art. 178 al. 4). 17 In fine, ajouter. ATF 21.10.2024, 5A_880/2023, c. 4.1.1	Art. 88 Art. 88a
1 In fine, ajouter : En revanche, la désignation d'un autre for que celui de l'Etat national ne suffit pas (contrairement à l'avis de Bonomi, SRIEL 2024 p. 474). 8 2^e ligne, ajouter : de l'avis de Bonomi, SRIEL 2024 p. 476, 480 37 Dernière ligne, <i>erratum</i>: Remplacer «art. 242 al. 2 » par <u>art. 215 al. 3</u>. 47 3^e ligne, ajouter à la fin de la parenthèse : sur ce for, cf., en dernier lieu, ATF 151 III 239 ss, 241-244 ; ATF 6.12.2024, 5A_674/2024, c. 4.2.1 54 In fine, ajouter : Le défunt ne peut priver les héritiers de leur légitimation à participer à une procédure ancillaire d'exécution ou d'administration publique ou pour faire valoir des prétentions civiles par adhésion à une procédure pénale (cf. ATF 152 IV 27 ss).	Art. 88b

57 In fine, ajouter : La procédure de répudiation, régie par la loi du for, ne peut faire l'objet d'une dérogation, solution qui s'étend à la liquidation de la succession par voie de faillite lorsque la succession a été répudiée par tous les héritiers (cf. ATF 20.3.2026, 5A_659/2025, c. 7). 68 In fine, ajouter : On notera toutefois que cette compétence ne comprend pas un litige relatif aux effets de l'omission d'avoir déclaré la renonciation dans le délai requis (CJUE 27.3.2025, C-57/24, Lawida, n° 29-41).	
	Art. 89
10 In fine, ajouter : ... ou de l'ignorer complètement (comme le fait Dietrich, p. 85 s., 94-102)	
	Art. 90
5 9^e ligne, ajouter aux auteurs cités : Hrubesch <i>et al.</i>, AJP 2025 p. 731, 734-736 6 In fine, ajouter : (cf. de Gourcy, Journée de droit successoral 2025, p. 193 s., 196-200). Au terme d'une procédure de plainte ouverte afin de recueillir les objections qui se sont manifestées en arguant d'une violation présumée de l'art. 35 du Règlement, la Commission européenne a clôturé le procédé de « plainte multiple » le 28.7.2026, au motif que le mécanisme de la réserve héréditaire n'avait vocation à s'appliquer que si la loi étrangère normalement compétente « ne permet aucun mécanisme réservataire protecteur des enfants ». 13 <i>Le manque d'objectivité de certains auteurs est parfois étonnant. Ainsi, on lit de longues explications sur les débats parlementaires, comprenant l'avis initialement favorable à une totale professio iuris, soutenu par le Conseil national et le Conseil fédéral, mais sans que soit ajoutée la satisfaction du Conseil fédéral avec le compromis auquel on était parvenu (cf. Graham, successio 2025 p. 19 s.).</i> 18 7^e ligne, ajouter à l'auteur cité : Bonomi, SRIEL 2024 p. 483 21 In fine, ajouter : L'avis contraire de Bonomi (SRIEL 2024 p. 480/481) dit simplement que « rien n'indique » que la réserve suisse ne s'imposerait pas dans le cas d'une nationalité suisse acquise postérieurement ; au contraire, rien dans le texte ne fait allusion à une telle exception. Même en constatant que les débats parlementaires ont surtout évoqué des cas de défunts ayant eu leur dernier domicile en Suisse, cela ne vaut dire nullement que l'on devrait éliminer les Suisses domiciliés à l'étranger du champ de la réserve, qui se borne à se référer aux « Suisses », ce que l'on ne peut corriger par une « réduction téléologique » (comme le fait Capaul, SZIER 2025 p. 348-350). 26 4^e ligne, ajouter : (ainsi CF Baume-Schneider, BO CN 2023 p. 2207; contra: Dorjee-Good/Kaspar, successio 2025 p. 62, tout en acceptant que le texte de loi ne soutient pas leur position ; cf., également, art. 88b n° 7-9 ; Capaul, SZIER 2025 p. 342 s.)	Art. 91
2 In fine, ajouter : La délimitation n'est pas toujours claire (ATF 20.3.2026, 5A_659/2025, c. 7.2). 4 5^e ligne, ajouter à l'ATF mentionné : ATF cité du 20.3.2026, c. 7	Art. 92

6 In fine, jouter à l'arrêt cité : ATF cité du 20.3.2026, c. 7 10 In fine, ajouter : On notera donc que la thèse selon laquelle l'art. 92 s'appliquerait uniquement aux successions ouvertes en Suisse (Bonomi, SRIEL 2024 p. 505) est trop restrictif. D'abord, le texte ne le dit pas, bien au contraire, en se référant au « droit de l'État dont l'autorité est compétente », sans dire que cet Etat serait la Suisse exclusivement. De plus, l'art. 92 ne figure pas dans la partie « compétence », mais dans le chapitre II sur le droit applicable qui connaît encore d'autres dispositions pertinentes pour des successions ouvertes à l'étranger. 20 In fine, ajouter aux auteurs cités : Dorjee-Good/Kaspar, successio 2025 p. 75 24 In fine, ajouter : Dès lors, même si le représentant de la succession dispose des droits de propriété selon le statut successoral ou la décision rendue à l'étranger sur cette base, les « aspects procéduraux » de sa mission restent soumis à la loi du for (contra : Dorjee-Good/Kaspar, successio 2025 p. 75).	
	Art. 93
5 In fine, ajouter : Dès lors que le droit choisi « s'applique en lieu et place » du droit du domicile au moment de l'acte visé à l'al. 1, le choix postérieur selon l'al. 2 produit un effet rétroactif (contra : Bonomi, SRIEL 2024 p. 489 s.). 6 In fine, ajouter : Pour Dorjee-Good/Kaspar, successio 2025 p. 68, la solution n'est pas claire. 7 5^e ligne, ajouter : contra, Bonomi, SRIEL 2024 p. 490 14 In fine, ajouter : On ne saura donc accepter que la clause de protection des dispositions de droit suisse relatives à la quotité disponible « ne joue aucun rôle » dans l'hypothèse du choix d'une loi autre que la loi suisse (comme l'affirme Bonomi, SRIEL 2024 p. 491), avis en contradiction avec l'art. 95b al. 2.	Art. 94
8 1^{re} ligne, ajouter au Message : contra, Bonomi, SRIEL 2024 p. 493	Art. 95
	Art. 95a
5 5^e ligne, ajouter: Capaul, SZIER 2025 p. 335 8 In fine, ajouter : Bonomi, SRIEL 2024 p. 497; Dorjee-Good/Kaspar, successio 2025 p. 73	Art. 95b
6 In fine, ajouter: Un certificat d'héritier dressé à l'étranger peut produire ses effets en Suisse s'il est comparable à un certificat suisse (art. 559 CCS) auquel il peut alors se substituer (ATF 28.3.2025, 5A_595/2024, c. 3.3). 7	Art. 96

8^e ligne : noter aussi l'ATF cité du 28.3.2025, c. 3.3.4, 3.3.7

10

In fine, ajouter: Par ailleurs, les frais liés au décès qui ne sont pas engagés avant le décès ne constituent pas des passifs de la succession (cf., en dernier lieu, ATF 151 V 264 ss, 268).

16

In fine, ajouter : (Weiss/Müller-Zhang, successio 2025, p. 44)

Législation

Les modifications du Chapitre 6 sont entrées en vigueur le 1.1.2025 (RO 2024 330). La version consolidée est reproduite sur les pages qui suivent :

Chapitre 6 : Successions

Art. 86

1. *Compétence 1. Principe*

¹ Les autorités judiciaires ou administratives suisses du dernier domicile du défunt sont compétentes pour prendre les mesures nécessaires au règlement de la succession et connaître des litiges successoraux.

² Est réservée la compétence exclusive revendiquée par l'Etat du lieu de situation des immeubles.

1. *Zuständigkeit 1. Grundsatz*

¹ Für das Nachlassabwicklungsverfahren und die erbrechtlichen Streitigkeiten sind die schweizerischen Gerichte oder Behörden am letzten Wohnsitz des Erblassers zuständig.

² Vorbehalten ist die Zuständigkeit des Staates, der für Grundstücke auf seinem Gebiet die ausschliessliche Zuständigkeit vorsieht.

1. *Competenza 1. Principio*

¹ Per il procedimento successorio e le controversie ereditarie sono competenti i tribunali o le autorità svizzeri dell'ultimo domicilio dell'ereditando.

² È riservata la competenza dello Stato che la rivendica a titolo esclusivo per i fondi situati sul suo territorio.

Art. 87

2. *For d'origine*

¹ Les autorités judiciaires ou administratives suisses du lieu d'origine du défunt sont compétentes pour régler la succession d'un Suisse domicilié à l'étranger à son décès dans la mesure où les autorités de l'Etat du domicile ne s'en occupent pas. Afin d'éviter des conflits de compétence, elles peuvent décliner leur compétence si les autorités d'un Etat national étranger du défunt, de l'Etat de sa dernière résidence habituelle, ou encore, dans le cas de biens successoraux isolés, de l'Etat du lieu de situation s'occupent de la succession.

² Les autorités judiciaires ou administratives du lieu d'origine sont toujours compétentes lorsque, par un testament ou un pacte successoral, un Suisse ayant eu son dernier domicile à l'étranger soumet à la compétence des autorités suisses ou, pour autant qu'il n'ait pas fait de réserve quant à la compétence, au droit suisse l'ensemble de sa succession ou certains biens se trouvant en Suisse. L'art. 86, al. 2, est réservé.

2. *Heimatzuständigkeit*

¹ War der Erblasser Schweizer Bürger mit letztem Wohnsitz im Ausland, so sind die schweizerischen Gerichte oder Behörden am Heimatort zuständig, soweit sich die Behörden des Wohnsitzstaates mit seinem Nachlass nicht befassen. Um Zuständigkeitskonflikte zu vermeiden, können die schweizerischen Gerichte oder Behörden ihre Zuständigkeit ablehnen, soweit sich die Behörden eines ausländischen Heimatstaates des Erblassers, des Staates seines letzten gewöhnlichen Aufenthalts oder, soweit es um einzelne Nachlasswerte geht, deren Lagestaates mit dem Nachlass befassen.

² Die Gerichte oder Behörden am Heimatort sind stets zuständig, wenn ein Schweizer Bürger mit letztem Wohnsitz im Ausland in der Schweiz gelegene Vermögenswerte oder seinen gesamten Nachlass durch letztwillige Verfügung oder Erbvertrag der schweizerischen Zuständigkeit oder, ohne Vorbehalt bezüglich der Zuständigkeit, dem schweizerischen Recht unterstellt hat. Artikel 86 Absatz 2 ist vorbehalten.

2. *Foro di origine*

¹ Se l'ereditando era un cittadino svizzero con ultimo domicilio all'estero, sono competenti i tribunali o le autorità svizzeri del luogo di origine, sempreché le autorità dello Stato di domicilio non si occupino della successione. Per evitare conflitti di competenza, i tribunali o le autorità svizzeri possono declinare la propria competenza sempreché le autorità di uno Stato di origine estero dell'ereditando, dello Stato della sua ultima dimora abituale o, nel caso di singoli beni successori, dello Stato di situazione dei medesimi si occupino della successione.

² I tribunali o le autorità svizzeri del luogo di origine sono sempre competenti se un cittadino svizzero con ultimo domicilio all'estero ha, per testamento o contratto successorio, sottoposto alla competenza svizzera o, senza riserva in merito a tale competenza, al diritto svizzero beni situati in Svizzera o l'intera successione. È fatto salvo l'articolo 86 capoverso 2.

Art. 88

3. *For du lieu de situation*

¹ Si un étranger, domicilié à l'étranger à son décès, laisse des biens en Suisse, les autorités judiciaires ou administratives suisses du lieu de situation sont compétentes pour régler la part de succession sise en Suisse dans la mesure où les autorités de l'Etat du domicile ne s'en occupent pas. Afin d'éviter des conflits de compétence, elles peuvent

décliner leur compétence si les autorités d'un État national étranger du défunt ou de l'État de sa dernière résidence habituelle s'occupent de la succession.

² S'il y a des biens en différents lieux, l'autorité suisse saisie la première est compétente.

3. *Zuständigkeit am Ort der gelegenen Sache*

¹ War der Erblasser Ausländer mit letztem Wohnsitz im Ausland, so sind die schweizerischen Gerichte oder Behörden am Lageort für den in der Schweiz gelegenen Nachlass zuständig, soweit sich die Behörden des Wohnsitzstaates damit nicht befassen. Um Zuständigkeitskonflikte zu vermeiden, können die schweizerischen Gerichte oder Behörden ihre Zuständigkeit ablehnen, soweit sich die Behörden eines ausländischen Heimatstaates des Erblassers oder des Staates seines letzten gewöhnlichen Aufenthalts mit dem Nachlass befassen.

² Befindet sich Vermögen an mehreren Orten, so sind die zuerst angerufenen schweizerischen Gerichte oder Behörden zuständig.

3. *Foro del luogo di situazione*

¹ Se l'ereditando era uno straniero con ultimo domicilio all'estero, per i beni situati in Svizzera sono competenti i tribunali o le autorità svizzeri del luogo di situazione, sempreché le autorità dello Stato di domicilio non se ne occupino. Per evitare conflitti di competenza, i tribunali o le autorità svizzeri possono declinare la propria competenza sempreché le autorità di uno Stato di origine estero dell'ereditando o dello Stato della sua ultima dimora abituale si occupino della successione.

² Se i beni sono situati in più luoghi, sono competenti i tribunali o le autorità svizzeri aditi per primi.

Art. 88a

3a. Litispendance

L'art. 9 s'applique par analogie à la procédure de règlement de la succession dans son ensemble.

3a. Rechtshängigkeit

Artikel 9 gilt sinngemäss auch für das Nachlassabwicklungsverfahren als Ganzes.

3a. Litispendenza

L'articolo 9 si applica per analogia al procedimento successorio nel suo insieme.

Art. 88b

3b. Dérogation à la compétence suisse

¹ La compétence au sens des art. 86 à 88 est exclue si le défunt a soumis, par un testament ou un pacte successoral, la totalité ou une partie de sa succession à la compétence d'un État national étranger et dans la mesure où les autorités de cet État s'en occupent. Le défunt doit avoir eu la nationalité en question au moment de disposer ou au moment de son décès.

² La compétence au sens des art. 86 à 88 est en outre exclue si le défunt a soumis, par un testament ou un pacte successoral, un immeuble sis à l'étranger à la compétence des autorités de l'État de situation de l'immeuble et dans la mesure où ces autorités s'en occupent.

3b. Abbedingung der schweizerischen Zuständigkeit

¹ Die Zuständigkeit nach den Artikeln 86–88 ist ausgeschlossen, soweit ein Erblasser durch letztwillige Verfügung oder Erbvertrag seinen Nachlass ganz oder teilweise der Zuständigkeit eines ausländischen Heimatstaates unterstellt hat und dessen Behörden sich mit den betreffenden Nachlasswerten befassen. Die entsprechende Staatsangehörigkeit muss entweder im Verfügungszeitpunkt oder im Zeitpunkt des Todes des Erblassers gegeben sein.

² Die Zuständigkeit nach den Artikeln 86–88 ist zudem ausgeschlossen, soweit der Erblasser ein im Ausland gelegenes Grundstück durch letztwillige Verfügung oder Erbvertrag der Zuständigkeit des Lagestaates unterstellt hat und dessen Behörden sich damit befassen.

3b. Deroga alla competenza svizzera

¹ La competenza di cui agli articoli 86–88 è esclusa, se l'ereditando ha, per testamento o contratto successorio, sottoposto l'intera successione o parte di essa alla competenza di uno Stato di origine estero e le autorità di tale Stato se ne occupano. Il disponente deve averne la cittadinanza al momento in cui dispone o al momento della morte.

² La competenza di cui agli articoli 86–88 è inoltre esclusa se l'ereditando ha, per testamento o contratto successorio, sottoposto un fondo situato all'estero alla competenza dello Stato di situazione e le autorità di tale Stato se ne occupano.

Art. 89

4. Mesures conservatoires

Si le défunt laisse des biens en Suisse et que les art. 86 à 88 ne fondent aucune compétence, les autorités suisses du lieu de situation de ces biens prennent les mesures nécessaires à la protection provisionnelle de ceux-ci.

4. Sichernde Massnahmen

Hinterlässt der Erblasser Vermögen in der Schweiz und besteht keine Zuständigkeit nach den Artikeln 86–88, so ordnen die schweizerischen Behörden am Lageort die zum einstweiligen Schutz der Vermögenswerte notwendigen Massnahmen an.

4. Provvedimenti conservativi

Se l'ereditando lascia beni in Svizzera e non sussiste una competenza secondo gli articoli 86–88, le autorità svizzere del luogo di situazione ordinano i necessari provvedimenti d'urgenza a loro tutela.

Art. 90

II. Droit applicable 1. Principe

¹ La succession d'une personne qui avait son dernier domicile en Suisse est régie par le droit suisse.

² La succession d'une personne qui avait son dernier domicile à l'étranger est régie par le droit que désignent les règles de droit international privé de l'État dans lequel le défunt était domicilié. Si ces règles renvoient au droit international privé suisse, le droit successoral matériel de l'État du dernier domicile du défunt est applicable.

³ Dans la mesure où les autorités judiciaires ou administratives suisses du lieu d'origine du défunt sont compétentes en vertu de l'art. 87, al. 1, la succession est régie par le droit suisse.

II. Anwendbares Recht 1. Grundsatz

¹ Der Nachlass einer Person mit letztem Wohnsitz in der Schweiz untersteht schweizerischem Recht.

² Der Nachlass einer Person mit letztem Wohnsitz im Ausland untersteht dem Recht, auf welches das Kollisionsrecht des Wohnsitzstaates verweist. Verweist dieses auf das schweizerische Kollisionsrecht zurück, ist das materielle Erbrecht des Wohnsitzstaates anzuwenden.

³ Soweit nach Artikel 87 Absatz 1 die schweizerischen Gerichte oder Behörden am Heimatort zuständig sind, untersteht der Nachlass schweizerischem Recht.

II. Diritto applicabile 1. Principio

¹ La successione di una persona con ultimo domicilio in Svizzera è regolata dal diritto svizzero.

² La successione di una persona con ultimo domicilio all'estero è regolata dal diritto richiamato dalle norme di diritto internazionale privato dello Stato di domicilio. Se queste norme richiamano le norme di diritto internazionale svizzero, si applica il diritto successorio materiale dello Stato di domicilio.

³ In quanto i tribunali o le autorità svizzeri del luogo di origine siano competenti secondo l'articolo 87 capoverso 1, la successione è regolata dal diritto svizzero.

Art. 91

2. Élection de droit

¹ Une personne peut soumettre sa succession par testament ou pacte successoral au droit d'un de ses États nationaux. Le disposant doit avoir eu la nationalité en question au moment de disposer ou au moment de son décès. Les Suisses ne peuvent déroger aux dispositions du droit suisse sur la quotité disponible.

² Lorsqu'un Suisse a soumis la totalité ou une partie de sa succession à la compétence des autorités suisses (art. 87, al. 2), les biens concernés sont, à défaut de dispositions contraires, présumés soumis au droit suisse.

³ L'élection de droit partielle est uniquement licite lorsque le droit suisse est choisi pour des biens se trouvant en Suisse et que ce choix est lié au choix du for suisse pour ces biens ou qu'il a un tel for pour conséquence (art. 87, al. 2).

2. Rechtswahl

¹ Eine Person kann ihren Nachlass durch letztwillige Verfügung oder Erbvertrag dem Recht eines ihrer Heimatstaaten unterstellen. Die entsprechende Staatsangehörigkeit muss entweder im Verfügungszeitpunkt oder im Zeitpunkt des Todes der verfügenden Person gegeben sein. Schweizer Bürger können die Bestimmungen des schweizerischen Rechts über die Verfügungsfreiheit nicht abbedingen.

² Unterstellt ein Schweizer Bürger seinen Nachlass ganz oder teilweise der schweizerischen Zuständigkeit (Art. 87 Abs. 2), so gilt dies, sofern er nichts Gegenteiliges angeordnet hat, auch als Unterstellung unter das schweizerische Recht.

³ Eine Teilrechtswahl ist nur zulässig, wenn damit in der Schweiz gelegenes Vermögen dem schweizerischen Recht unterstellt wird und dies mit einer Unterstellung derselben Vermögenswerte unter die schweizerische Zuständigkeit verbunden ist oder eine solche zur Folge hat (Art. 87 Abs. 2).

2. Scelta

¹ Una persona può sottoporre la successione, per testamento o contratto successorio, al diritto di uno dei suoi Stati di origine. Deve averne la cittadinanza al momento in cui dispone o al momento della morte. Il cittadino svizzero non può derogare alle disposizioni del diritto svizzero sulla porzione disponibile.

² Se un cittadino svizzero sottopone l'intera successione o parte di essa alla competenza svizzera (art. 87 cpv. 2), la successione è considerata sottoposta al diritto svizzero salvo disposizione contraria.

³ La scelta del diritto svizzero per parte della successione è ammessa soltanto se è effettuata per beni situati in Svizzera e se prevede anche l'assoggettamento degli stessi alla competenza svizzera o ha tale assoggettamento come conseguenza (art. 87 cpv. 2).

Art. 92

3. *Domaine du statut successoral et de la liquidation*

¹ Le droit applicable à la succession détermine en quoi consiste la succession, qui est appelé à succéder, pour quelle part et qui répond des dettes successorales, quelles institutions de droit successoral peuvent être invoquées, quelles mesures peuvent être ordonnées et à quelles conditions.

² Les modalités d'exécution sont régies par le droit de l'État dont l'autorité est compétente. Ce droit régit notamment les mesures conservatoires et la liquidation, y compris les aspects procéduraux relatifs à l'exécution testamentaire ou à l'administration de la succession, ainsi que la question des droits de l'exécuteur testamentaire ou de l'administrateur sur la succession et de son pouvoir de disposition sur celle-ci.

3. *Umfang des Erbstatuts und Nachlassabwicklung*

¹ Das auf den Nachlass anwendbare Recht bestimmt, was zum Nachlass gehört, wer in welchem Umfang daran berechtigt ist, wer die Schulden des Nachlasses trägt, welche Rechtsbehelfe und Massnahmen zulässig sind und unter welchen Voraussetzungen sie angerufen werden können.

² Die Durchführung der einzelnen Massnahmen richtet sich nach dem Recht am Ort der zuständigen Behörde. Diesem Recht unterstehen namentlich die sichernden Massnahmen und die Nachlassabwicklung, mit Einschluss der verfahrensrechtlichen Aspekte der Willensvollstreckung oder Nachlassverwaltung, sowie die Frage der Berechtigung des Willensvollstreckers oder Nachlassverwalters am Nachlass und seiner Verfügungsmacht darüber.

3. *Estensione dello stato successorio e liquidazione della successione*

¹ Il diritto applicabile alla successione determina che cosa appartiene alla successione, chi e in qual misura vi ha diritto, chi ne sopporta i debiti, quali rimedi giuridici e provvedimenti sono ammissibili e a quali condizioni possono essere presi.

² L'attuazione dei singoli provvedimenti è regolata dal diritto del luogo di sede dell'autorità competente. Questo diritto si applica in particolare ai provvedimenti conservativi e alla liquidazione della successione, inclusi gli aspetti procedurali dell'esecuzione testamentaria o dell'amministrazione della successione, nonché alla questione dei diritti sulla successione dell'esecutore testamentario o dell'amministratore della successione e della sua facoltà di disporne.

Art. 93

4. *Forme*

¹ La validité des testaments est régie quant à la forme par la convention de La Haye du 5 octobre 1961 sur les conflits de lois en matière de forme des dispositions testamentaires.

² Cette convention s'applique par analogie à la forme d'autres dispositions pour cause de mort.

4. *Form*

¹ Für die Form der letztwilligen Verfügung gilt das Haager Übereinkommen vom 5. Oktober 1961 über das auf die Form letztwilliger Verfügungen anwendbare Recht.

² Dieses Übereinkommen gilt sinngemäss auch für die Form anderer Verfügungen von Todes wegen.

4. *Forma*

¹ La forma del testamento è regolata dalla convenzione dell'Aia del 5 ottobre 1961 sui conflitti di leggi relati alla forma delle disposizioni testamentarie.

² La convenzione si applica per analogia anche alla forma di altre disposizioni a causa di morte.

Art. 94

5. *Testaments*

¹ La validité au fond, la révocabilité et l'interprétation d'un testament, ainsi que les effets déployés par ses dispositions, sont régis par le droit de l'État dans lequel le disposant est domicilié au moment où il dispose.

² Si, dans le testament en question ou une disposition antérieure, le disposant a soumis toute sa succession au droit d'un de ses États nationaux (art. 91, al. 1), ce droit s'applique en lieu et place du droit désigné par l'al. 1.

³ Le disposant peut soumettre le testament au droit d'un de ses États nationaux. Il doit avoir eu la nationalité de l'État en question au moment de disposer ou au moment de son décès.

5. *Letztwillige Verfügungen*

¹ Die materielle Wirksamkeit, die Widerrufbarkeit, und die Auslegung einer letztwilligen Verfügung sowie die Wirkungen der darin enthaltenen Anordnungen unterstehen dem Recht am Wohnsitz des Verfügenden zur Zeit ihrer Errichtung.

² Hat der Verfügende in der betreffenden oder einer früheren Verfügung seinen ganzen Nachlass dem Recht eines seiner Heimatstaaten (Art. 91 Abs. 1) unterstellt, so tritt dieses an die Stelle des in Absatz 1 bezeichneten Rechts.

³ Der Verfügende kann die letztwillige Verfügung einem seiner Heimatrechte unterstellen. Die entsprechende Staatsangehörigkeit muss entweder im Verfügungszeitpunkt oder im Zeitpunkt des Todes des Verfügenden gegeben sein.

5. *Testamento*

¹ La validità materiale, la revocabilità e l'interpretazione di un testamento nonché gli effetti delle disposizioni ivi contenute sono retti dal diritto dello Stato in cui il disponente è domiciliato al momento della confezione del testamento.

² Se, nel testamento in questione o in una disposizione precedente, il disponente ha sottoposto l'intera successione al diritto di uno dei suoi Stati di origine (art. 91 cpv. 1), quest'ultimo surroga quello designato dal capoverso 1.

³ Il disponente può sottoporre il testamento al diritto di uno dei suoi Stati di origine. Deve averne la cittadinanza al momento della confezione del testamento o al momento della morte.

Art. 95

6. *Pactes successoraux*

¹ La validité au fond d'un pacte successoral, ses effets contraignants et son interprétation, ainsi que les effets déployés par ses dispositions, sont régis par le droit de l'État dans lequel le disposant est domicilié au moment de la conclusion du pacte.

² Si, dans le pacte successoral en question ou une disposition antérieure, le disposant a soumis toute sa succession au droit d'un de ses États nationaux (art. 91, al. 1), ce droit s'applique en lieu et place du droit désigné par l'al. 1.

³ Lorsqu'un pacte successoral compte deux disposants ou plus, les dispositions relatives à la succession de chaque disposant sont soumises au droit qui leur est applicable selon les al. 1 ou 2. Sont également réputés pactes successoraux les testaments qui se fondent sur un accord conjoint liant les disposants.

⁴ Les parties peuvent soumettre le pacte successoral au droit d'un des États nationaux du disposant ou d'un des disposants, ou au droit de l'État dans lequel un des disposants est domicilié au moment de la conclusion du pacte. Le disposant concerné doit avoir eu la nationalité de l'État en question au moment de la conclusion du pacte ou au moment du décès du premier disposant.

6. *Erbverträge*

¹ Die materielle Wirksamkeit, die Bindungswirkungen und die Auslegung eines Erbvertrags sowie die Wirkungen der darin enthaltenen Anordnungen unterstehen dem Recht am Wohnsitz des Verfügenden zur Zeit des Vertragsabschlusses.

² Hat der Verfügende im Erbvertrag oder in einer früheren Verfügung den ganzen Nachlass dem Recht eines seiner Heimatstaaten unterstellt (Art. 91 Abs. 1), so tritt dieses an die Stelle des in Absatz 1 bezeichneten Rechts.

³ Bei Erbverträgen mit zwei oder mehr Verfügenden untersteht die Verfügung eines jeden Verfügenden dem auf sie anwendbaren Recht nach Absatz 1 oder 2. Als Erbvertrag gelten auch letztwillige Verfügungen, denen eine gemeinsame Vereinbarung der Verfügenden mit Bindungswirkung zugrunde liegt.

⁴ Die Vertragsschliessenden können den Erbvertrag dem Recht eines der Heimatstaaten des Verfügenden beziehungsweise eines der Verfügenden oder dem Recht am Wohnsitz eines der Verfügenden zur Zeit des Vertragsabschlusses unterstellen. Die entsprechende Staatsangehörigkeit muss entweder im Zeitpunkt des Vertragsschlusses oder im Zeitpunkt des Todes des erstversterbenden Verfügenden gegeben sein.

6. *Contratto successorio*

¹ La validità materiale, gli effetti vincolanti e l'interpretazione di un contratto successorio nonché gli effetti delle disposizioni ivi contenute sono retti dal diritto dello Stato in cui il disponente è domiciliato al momento della stipulazione del contratto.

² Se, nel contratto successorio o in una disposizione precedente, il disponente a sottoposto l'intera successione al diritto di uno dei suoi Stati di origine (art. 91 cpv. 1), quest'ultimo surroga quello richiamato dal capoverso 1.

³ Ove il contratto successorio conti due o più disponenti, le disposizioni sulla successione di ogni disponente sono sottoposte al diritto applicabile secondo i capoversi 1 o 2. Sono considerati contratti successori anche i testamenti che si fondano su un patto congiunto che lega i disponenti.

⁴ I contraenti possono sottoporre il contratto successorio al diritto di uno degli Stati d'origine del disponente o di uno dei disponenti oppure al diritto del domicilio di uno dei disponenti al momento della stipulazione del contratto. Il disponente interessato deve averne la cittadinanza al momento della stipulazione del contratto o al momento della morte del primo disponente.

Art. 95a

7. Autres dispositions contractuelles pour cause de mort

L'art. 95 s'applique par analogie aux autres dispositions contractuelles pour cause de mort.

7. Andere vertragliche Verfügungen von Todes wegen

Artikel 95 gilt für andere vertragliche Verfügungen über den Nachlass sinngemäss.

7. Altre disposizioni contrattuali a causa di morte

L'articolo 95 si applica per analogia alle altre disposizioni contrattuali a causa di morte.

Art. 95b

8. Notion de validité au fond

¹ La validité au fond au sens des art. 94 à 95a comprend :

- a. l'admissibilité de principe du testament, du pacte ou du contrat concerné ;
- b. l'établissement du testament, du pacte ou du contrat ;
- c. la capacité de disposer de la personne concernée ;
- d. la possibilité de contester le testament, le pacte ou le contrat ;
- e. l'admissibilité de ses dispositions.

² La quotité disponible est régie par le droit désigné par les art. 90 et 91.

8. Begriff der materiellen Wirksamkeit

¹ Materielle Wirksamkeit im Sinne der Artikel 94–95a umfasst:

- a. die Zulässigkeit der letztwilligen Verfügung oder des betreffenden Vertragstyps an sich;
- b. das Zustandekommen der letztwilligen Verfügung oder des Vertrags;
- c. die Verfügungsfähigkeit des Verfügenden;
- d. die Anfechtbarkeit der letztwilligen Verfügung oder des Vertrags;
- e. die Zulässigkeit der darin enthaltenen Anordnungen.

² Die Verfügungsfreiheit bestimmt sich nach dem von den Artikeln 90 und 91 bezeichneten Recht.

8. Definizione di validità materiale

¹ La validità materiale secondo gli articoli 94–95a comprende:

- a. l'ammissibilità di principio del testamento, del contratto successorio o di altre disposizioni contrattuali a causa di morte;
- b. la confezione del testamento, del contratto successorio o di altre disposizioni contrattuali a causa di morte;
- c. la capacità di disporre del disponente;
- d. l'impugnabilità del testamento o del contratto successorio o di altre disposizioni contrattuali a causa di morte;
- e. l'ammissibilità delle disposizioni contenutevi.

² La porzione disponibile è retta dal diritto designato dagli articoli 90 e 91.

Art. 96

III. Décisions, mesures, documents et droits étrangers

¹ Les décisions, les mesures et les documents relatifs à une succession, de même que les droits qui dérivent d'une succession ouverte à l'étranger, sont reconnus en Suisse, sous réserve de l'art. 87, al. 2 :

- a. lorsqu'ils ont été rendus, pris, dressés ou constatés dans l'État du dernier domicile du défunt ou lorsqu'ils sont reconnus dans cet État ;
- b. lorsqu'ils se rapportent à des immeubles et ont été rendus, pris, dressés ou constatés dans l'État dans lequel ces biens sont situés ou s'ils sont reconnus dans cet État ;
- c. lorsqu'ils ont été rendus, pris, dressés ou constatés dans un des États nationaux du défunt et que ce dernier a soumis sa succession à la compétence ou au droit de l'État concerné, ou
- d. lorsqu'ils ont été rendus, pris, dressés ou constatés dans l'État de la dernière résidence habituelle du défunt, dans un de ses États nationaux ou encore, dans le cas de biens successoraux mobiliers isolés, dans l'État dans lequel ces biens sont situés, pour autant que le défunt avait son dernier domicile à l'étranger et que l'État concerné ne s'occupe pas de la succession.

² S'agissant d'un immeuble sis dans un État qui revendique une compétence exclusive, seuls les décisions, mesures ou documents émanant de cet État sont reconnus.

³ Les mesures conservatoires prises dans l'État du lieu de situation des biens du défunt sont reconnues en Suisse.

III. Ausländische Entscheidungen, Massnahmen, Urkunden und Rechte

¹ Ausländische Entscheidungen, Massnahmen und Urkunden, die den Nachlass betreffen, sowie Rechte aus einem im Ausland eröffneten Nachlass werden unter Vorbehalt von Artikel 87 Absatz 2 in der Schweiz anerkannt:

- a. wenn sie im Staat des letzten Wohnsitzes des Erblassers getroffen, ausgestellt oder festgestellt worden sind oder wenn sie dort anerkannt werden;
- b. wenn sie Grundstücke betreffen und in dem Staat, in dem sie liegen, getroffen, ausgestellt oder festgestellt worden sind oder wenn sie dort anerkannt werden;
- c. wenn sie in einem Heimatstaat des Erblassers getroffen, ausgestellt oder festgestellt worden sind und der Erblasser seinen Nachlass der Zuständigkeit oder dem Recht des betreffenden Staates unterstellt hatte; oder
- d. wenn sie im Staat des letzten gewöhnlichen Aufenthalts oder einem Heimatstaat des Erblassers oder, falls sie nur einzelne bewegliche Nachlasswerte betreffen, im Staat, in dem diese liegen, getroffen, ausgestellt oder festgestellt worden sind, soweit sich der letzte Wohnsitz des Erblassers im Ausland befand und der betreffende Staat sich nicht mit dem Nachlass befasst.

² Beansprucht ein Staat für die in seinem Gebiet liegenden Grundstücke des Erblassers die ausschliessliche Zuständigkeit, so werden nur dessen Entscheidungen, Massnahmen und Urkunden anerkannt.

³ Sichernde Massnahmen des Staates, in dem Vermögen des Erblassers liegt, werden in der Schweiz anerkannt.

III. Decisioni, provvedimenti, documenti e diritti stranieri

¹ Le decisioni, i provvedimenti e i documenti stranieri concernenti la successione, come anche i diritti derivanti da una successione aperta all'estero sono riconosciuti in Svizzera, fatto salvo l'articolo 87 capoverso 2, se:

- a. sono stati pronunciati, stilati o accertati oppure sono riconosciuti nello Stato dell'ultimo domicilio dell'ereditando;
- b. concernono fondi e sono stati pronunciati, stilati o accertati oppure vengano riconosciuti nello Stato di situazione dei medesimi;
- c. sono stati pronunciati, stilati o accertati in uno Stato di origine dell'ereditando e quest'ultimo ha sottoposto la sua successione alla competenza o al diritto di uno di tali Stati; o
- d. sono stati pronunciati, stilati o accertati nello Stato dell'ultima dimora abituale o in uno Stato di origine dell'ereditando oppure, nel caso di singoli beni successori mobili, nello Stato di situazione dei medesimi, sempreché l'ultimo domicilio dell'ereditando sia stato all'estero e lo Stato interessato non si occupi della successione.

² Se uno Stato rivendica la competenza esclusiva per i fondi dell'ereditando situati sul suo territorio, sono riconosciute soltanto le decisioni, i provvedimenti e i documenti di questo Stato.

³ I provvedimenti conservativi dello Stato di situazione dei beni dell'ereditando sono riconosciuti in Svizzera.

Art. 199a

III. Modifications de la loi

1. Principe

Les art. 196 à 199 s'appliquent par analogie aux modifications de la présente loi.

III. Änderungen dieses Gesetzes

1. Grundsatz

Die Artikel 196–199 gelten für Änderungen dieses Gesetzes sinngemäss.

III. Modifiche della presente legge

1. Principio

Gli articoli 196–199 si applicano per analogia alle modifiche della presente legge.

Art. 199b

2. Successions

Toute modification du chap. 6 concernant le droit applicable s'applique aux successions ouvertes après son entrée en vigueur. Les dispositions pour cause de mort prises avant l'entrée en vigueur de la modification qui seraient nulles selon les dispositions désignées par le nouveau droit sont régies par les dispositions désignées par l'ancien droit. La question de la quotité disponible reste toutefois régie par les dispositions désignées par le nouveau droit.

Art. 199b

2. Erbrecht

Änderungen der Bestimmungen des 6. Kapitels über das anwendbare Recht gelten für Erbfälle, die nach ihrem Inkrafttreten eingetreten sind. Verfügungen von Todes wegen, die vor Inkrafttreten der jeweiligen Änderung errichtet worden sind und nach den vom neuen Recht bezeichneten Bestimmungen ungültig wären, unterstehen den vom bisherigen Recht bezeichneten Bestimmungen. Die Verfügungsfreiheit bestimmt sich jedoch stets nach den vom neuen Recht bezeichneten Bestimmungen.

Art. 199b

2. Diritto successorio

Le modifiche delle disposizioni del capitolo 6 sul diritto applicabile si applicano alle successioni aperte dopo la loro entrata in vigore. Le disposizioni a causa di morte confezionate prima dell'entrata in vigore della modifica che sarebbero nulle secondo le disposizioni designate nel nuovo diritto sottostanno alle disposizioni richiamate del diritto previgente. La porzione disponibile è tuttavia sempre retta dalle disposizioni richiamate dal nuovo diritto.

Art. 51, let. a

Sont compétentes pour connaître des actions ou ordonner les mesures relatives aux régimes matrimoniaux :

- a. lors de la dissolution du régime matrimonial consécutive au décès d'un des époux, les autorités judiciaires ou administratives suisses compétentes pour liquider la succession (art. 86 à 89), à l'exclusion de l'art. 88b;

Für Klagen oder Massnahmen betreffend die güterrechtlichen Verhältnisse sind zuständig:

- a. für die güterrechtliche Auseinandersetzung im Falle des Todes eines Ehegatten die schweizerischen Gerichte oder Behörden, die, unter Ausserachtlassung von Artikel 88b, für die erbrechtliche Auseinandersetzung zuständig sind (Art. 86–89);

Per le azioni o i provvedimenti concernenti i rapporti patrimoniali tra i coniugi sono competenti:

- a. per la liquidazione del regime dei beni in caso di morte di un coniuge, i tribunali o le autorità svizzere competenti a liquidare la successione (art. 86-89), salvo nei casi di cui all'articolo 88b;

Art. 58, al. 2

² La reconnaissance de décisions relatives au régime matrimonial prises dans le cadre de mesures protectrices de l'union conjugale ou à la suite d'un décès, d'une déclaration de nullité du mariage, d'un divorce ou d'une séparation de corps est régie par les dispositions de la présente loi relatives aux effets généraux du mariage, au divorce ou aux successions (art. 50, 65 et 96), à l'exception de l'art. 96, al. 1, let. c.

² Für Entscheidungen über güterrechtliche Verhältnisse, die im Zusammenhang mit Massnahmen zum Schutz der ehelichen Gemeinschaft oder infolge Tod, Nichtigkeitserklärung, Scheidung oder Trennung ergangen sind, richtet sich die Anerkennung nach den Bestimmungen dieses Gesetzes über das Ehe-, Ehescheidungs- oder Erbrecht (Art. 50, 65 und 96), mit Ausnahme von Artikel 96 Absatz 1 Buchstabe c.

² Per le decisioni in materia di rapporti patrimoniali pronunciate in connessione con provvedimenti a tutela dell'unione coniugale o in seguito a morte, dichiarazione di nullità del matrimonio, divorzio o separazione, il riconoscimento è retto dalle disposizioni della presente legge concernenti gli effetti del matrimonio in generale, il divorzio o le successioni (art. 50, 65 e 96), salvo nel caso di cui all'articolo 96 capoverso 1 lettera c.

